

Entre Dieu, le peuple et l'État : les conceptions citoyennes de la Zakat

Par Max Gallien, Umair Javed et Vanessa van den Boogaard

Résumé du document de travail 167

La zakat – l'un des cinq piliers de l'islam – est un paiement annuel obligatoire, équivalant généralement à 2,5 % de la richesse productive d'un individu, à un ensemble de bénéficiaires appropriés, y compris les démunis. Le montant annuel de la zakat est estimé entre 200 et 1000 milliards de dollars. Les États cherchent depuis longtemps à exploiter la zakat pour leur propre budget – et leur légitimité. À ce jour, cependant, il n'y a pas eu de discussion approfondie sur la manière dont les citoyens perçoivent et s'engagent dans l'implication de l'État dans la zakat, ni sur la manière dont ils perçoivent la gestion que fait l'État des fonds de la zakat. Ces perceptions et expériences sont essentielles pour répondre à des questions clés sur la manière dont nous concevons les transferts fiscaux et la relation entre les citoyens et les États : si la zakat est légalement considérée comme une taxe, fonctionne-t-elle également comme telle ? Les citoyens s'engagent-ils de manière différente vis-à-vis de la zakat ? Sa formalisation renforce-t-elle ou affaiblit-elle les normes sociales dans lesquelles elle s'inscrit ?

Ce document présente ce qui est probablement une première analyse comparative de la manière dont les citoyens des pays à majorité musulmane conceptualisent la zakat, en tentant de la situer entre la religion, la charité et l'État. Pour ce faire, l'étude se base sur trois pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure – le Maroc, le Pakistan et l'Égypte – représentant des variations dans l'implication de l'État dans la zakat, en s'appuyant sur des enquêtes représentatives au niveau national portant sur 5484 personnes interrogées, dont environ la moitié (2648) ont déclaré avoir payé la zakat au cours des 12 mois précédents.

Malgré les différences entre les pratiques des États dans ces trois pays, l'étude révèle des points communs dans la manière dont les citoyens perçoivent la zakat. Dans les trois cas, les citoyens considèrent que la zakat va bien au-delà de l'État, même si celui-ci est impliqué dans son administration et son application. Plutôt que de la considérer comme une obligation légale semblable à l'impôt ou simplement comme un paiement charitable, les musulmans, dans des contextes religieux et institutionnels divers, conçoivent le plus souvent la zakat comme une forme d'impôt informel, ancré dans les obligations sociales et les sanctions dans l'au-delà, mais existant au-delà des limites de l'autorité de l'État.

Conception de la recherche

Nous classons l'implication de l'État dans la zakat selon deux axes principaux : l'existence d'un fonds de zakat géré par l'État et l'implication directe de l'État dans l'application des paiements de la zakat. Chaque pays examiné dans cette étude présente

une corrélation différente de ces deux facteurs et applique la zakat à travers des cadres juridiques islamiques différents. Au Pakistan, la zakat est appliquée par l'État, qui gère un fonds de zakat. En Égypte, le paiement de la zakat n'est ni imposé par la loi ni appliqué par l'État, mais il existe tout de même un fonds de zakat créé par l'État. Au Maroc, les dons de zakat sont entièrement volontaires et gérés par les citoyens et les organisations non étatiques. En raison de différences jurisprudentielles, le seuil à partir duquel les individus sont tenus de payer la zakat (le nisab) diffère également entre les trois pays, le seuil pakistanais étant considérablement plus bas que ceux du Maroc et de l'Égypte. Au-delà de cette différence majeure, ces pays partagent une série de caractéristiques qui favorisent leur comparaison dans l'ensemble (tous sont des pays à revenu moyen inférieur, largement autocratiques et à majorité sunnite).

Participation de l'État et la zakat

La part de la population qui paie la zakat et les montants totaux collectés dépendent sans surprise des seuils d'éligibilité et des niveaux de richesse qui varient d'un pays à l'autre. Toutefois, parmi ceux qui se situent au-dessus du seuil, la répartition des paiements déclarés ne correspond pas à nos attentes, notamment sur la façon dont le rôle de l'État dans l'administration et l'application de la zakat aurait un impact sur les taux de paiement. Par exemple, les paiements sont plus élevés en Égypte qu'au Pakistan, bien que l'État n'impose activement le paiement qu'au Pakistan. En outre, alors que le paiement de la zakat se fait de la même manière que les paiements d'impôts en Égypte et au Maroc, les paiements d'impôts déclarés au Pakistan sont nettement inférieurs aux paiements de zakat déclarés. Au Maroc, où l'État ne joue aucun rôle dans l'administration de la zakat – c.-à-d. où la zakat est théoriquement assimilée à une œuvre de charité – le paiement de la zakat est considéré comme un paiement d'impôt et est plus élevé que les dons de charité.

Plus précisément, lorsque les fonds publics sont mis en place, ils sont peu performants, même lorsque l'État veille activement à ce qu'ils soient alimentés par des versements. Le document présente quatre facteurs permettant d'expliquer ce paradoxe apparent :

1. Le manque de confiance dans l'État
Dans les trois pays, la corruption au sein des institutions de l'État constitue un sujet de préoccupation. Le non-paiement des fonds publics peut refléter un manque de confiance et traduire une critique implicite.

2 La faible capacité de l'État

Une faible capacité d'organisation et d'application peut réduire la pertinence de l'État en tant que gestionnaire de la zakat et limiter sa capacité à contraindre à son paiement.

3. Le désir de connaître les bénéficiaires des fonds

Plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré qu'il était très important ou assez important que les citoyens connaissent les bénéficiaires de la zakat. La perception de la zakat comme un renforcement du capital social peut diminuer l'intérêt des citoyens vis-à-vis des fonds publics.

4. Des questions sur la pertinence du rôle de l'État dans la collecte ou la distribution de la zakat.

Certains critiques à l'encontre des fonds publics ne sont sans doute pas simplement une critique de principe du rôle de l'État en général, mais une critique du fonds lui-même et de la performance de l'État dans la pratique.

La zakat au-delà de l'État

Alors que l'on pouvait s'attendre à ce que le rôle de l'État dans l'administration de la zakat influe sur la perception et l'engagement des citoyens à l'égard de celle-ci (c.-à-d. qu'elle soit considérée comme un impôt lorsque les États la traitent comme telle, et comme un impôt informel ou une forme de charité lorsqu'ils ne la traitent pas comme telle), cette étude montre au contraire que la perception de la

zakat par les citoyens ne dépend pas du rôle de l'État dans son administration. Les citoyens s'engagent largement dans cette pratique indépendamment des préférences de l'État, choisissant de donner la priorité aux relations sociales. Ces perceptions et pratiques indiquent, peut-être sans surprise, que la zakat représente en pratique un impôt informel, ancré dans les obligations sociales et les sanctions dans l'au-delà, et existant au-delà des limites de l'autorité de l'État.

Ce constat a des implications conceptuelles importantes pour l'étude des finances publiques, qui a été principalement centrée sur l'État, tout en suggérant qu'il y a des limites manifestes à la capacité des États à intégrer les paiements de la zakat dans les systèmes de finances publiques. Il suggère également des limites claires à la capacité des États à « exploiter » la zakat en tant qu'outil fiscal par le biais d'une administration centralisée ou d'une application obligatoire.

« La perception de la zakat par les citoyens ne dépend pas du rôle de l'État dans son administration. Les citoyens s'engagent largement dans cette pratique indépendamment des préférences de l'État, choisissant de donner la priorité aux relations sociales. »

Lectures complémentaires

Gallien, M.; Javed, U. et van den Boogaard, V. (2023), *Between God, the People, and the State: Citizen Conceptions of Zakat*, ICTD Working Paper 167, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.10/ICTD.2023.027](https://doi.org/10.10/ICTD.2023.027)

Gallien, M.; Javed, U. et van den Boogaard, V. (2023) *Zakat, Non-State Welfare Provision and Redistribution in Times of Crisis: Evidence from the Covid-19 Pandemic*, ICTD Working Paper 163, DOI: [10.10/ICTD.2023.021](https://doi.org/10.10/ICTD.2023.021)

Crédits

Auteurs

Max Gallien est chercheur à l'Institute of Development Studies et à l'ICTD, où il co-dirige le programme de recherche sur l'informalité et la fiscalité, ainsi que le programme d'enseignement et d'apprentissage de l'ICTD.

Umair Javed est Professeur adjoint de politique et de sociologie à la Mushtaq Gurmani School of Humanities and Social Sciences de la Lahore University of Management Sciences.

Vanessa van den Boogaard est chargée de recherche à l'ICTD, basé à la Munk School of Global Affairs and Public Policy à Toronto, où elle co-dirige le programme de recherche sur l'informalité et la fiscalité.

Préparation du résumé

Megan Campbell est stagiaire en recherche et programme au Centre International pour la Fiscalité et le Développement, et candidate au JD/BCL à la Faculté de droit de l'Université McGill.

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique, Norad et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni, ni celles de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencées comme ci-dessus.



L'ICTD est basé à l'Institute of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.



Ce résumé est distribué sous la licence [Creative Commons Attribution 4.0 International \(CC BY\)](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur n'importe quel support, à condition que les auteurs originaux et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

© Institute of Development Studies 2023.

Citation: Gallien, M.; Javed, U. et van den Boogaard, V. (2023) *Entre Dieu, le peuple et l'État : les conceptions citoyennes de la Zakat*, ICTD Résumé de recherche numéro 94, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.19088/ICTD.2024.019](https://doi.org/10.19088/ICTD.2024.019)

L'ICTD est financé par

BILL & MELINDA GATES foundation

